


COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

**DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA
REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE
POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE CELY-EN-
BIERE**

**ARTICLE R. 122-17 II DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
ZONES MENTIONNEES AUX 1° A 4° DE L'ATICLE L2224-10 DU
CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

MEMOIRE EXPLICATIF

	<i>SIEGE</i>	<i>IMPLANTATION REGIONALE</i>
	Cabinet MERLIN Groupe MERLIN	
	6 Rue Grolée 69289 LYON Cedex 02	46 rue des Vieilles Vignes 77183 CROISSY-BEAUBOURG
	Téléphone : 04-72-32-56-00 Télécopie : 04-78-38-37-85	Téléphone : 01-60-05-11-66 Télécopie : 01-60-05-52-56
	E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr	E -mail : cm-mlv@cabinet-merlin.fr

GROUPE MERLIN/Réf doc : 163076-161 -ETU-ME- 001 - A

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	D. FILIDORI	G. TREGUIER	Janvier 2018	Etablissement

SOMMAIRE

1	INFORMATIONS GENERALES	3
2	QUESTIONNAIRE	6
2.1	QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE.....	6
2.1.1	CARACTERISTIQUES DES ZONAGES ET CONTEXTE.....	6
2.1.2	CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE ET DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES.....	7
2.2	QUESTIONS SPECIFIQUES	11
2.2.1	ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF/NON COLLECTIF DES EAUX USEES.....	11
2.2.2	ZONES OU DES MESURES DOIVENT ETRE PRISES POUR LIMITER L'IMPERMEABILISATION DES SOLS ET POUR ASSURER LA MAITRISE DU DEBIT ET DE L'ECOLEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT	12
2.2.3	ZONES OU IL EST NECESSAIRE DE PREVOIR DES INSTALLATIONS POUR ASSURER LA COLLECTE, LE STOCKAGE EVENTUEL ET, EN TANT QUE BESOIN, LE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT LORSQUE LA POLLUTION QU'ELLES APPORTENT AU MILIEU AQUATIQUE RISQUE DE NUIRE GRAVEMENT A L'EFFICACITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT	18
2.3	AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)	19
3	ANNEXES	20
3.1	CARTES DE ZONAGE (2000)	20
3.3	ZONAGE PRECONISE	22

1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

La personne publique responsable¹ doit transmettre à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre sous le format qu'il souhaite (note de présentation) les réponses aux questions présentées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE².

¹ La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

² Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 51. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple) ;
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - = de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
 - = d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
 - = de l'exploitation intensive des sols ;

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet. Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

– les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

2 QUESTIONNAIRE

2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

2.1.1 CARACTERISTIQUES DES ZONAGES ET CONTEXTE

1/ Une démarche de Schéma Directeur d'Assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?

Oui. Un Schéma Directeur d'Assainissement pour les communes du SIACRE (Cély, Perthes, Saint-Germain-sur-Ecole, Fleury-en-Bière) a été approuvé en 2000, et réactualisé par le Cabinet Merlin en 2017.

2/ Est-ce une révision de zonage d'assainissement

Oui.

Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes.

Voir annexe : 3.1

Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?

Les différentes cartes de zonage ont été revues afin de tenir compte

- de l'évolution de l'urbanisation depuis 2000 ;
- des inondations sur le centre du bourg lors de pluies fréquentes (ex : mai-juin 2016).

Quelle est la date d'approbation du précédent ? 2000.

3/ La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?

Non. La modification des zonages a été menée à la suite de la réalisation du PLU de la commune, approuvé en 2013.

4/ Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale³ ?

A priori non.

5/ Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?

Oui. L'objectif des zones préconisées dans le zonage (présenté en annexe), est de limiter l'imperméabilisation des zones urbaines et d'assurer la maîtrise du ruissellement des zones rurales.

Si non, pourquoi ? Sans objet.

Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?

- Maîtriser les apports des eaux de ruissellement sur la commune ;
- Maîtriser les débordements lors des pluies fréquentes et exceptionnelles sur la commune ;

³ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

- Imposer aux futurs aménageurs de gérer les eaux pluviales à la parcelle et de limiter le débit de fuite en cas de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales.

6/ Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Non.

Si non, pourquoi ?

Les solutions retenues sur la commune de Saint-Germain-sur-Ecole sont des solutions d'hydraulique douce.

7/ Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?

Séparatif.

8) Existe-t-il des ouvrages de rétentions des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?

Sur la commune de Saint-Germain, il existe un réservoir linéaire enterré $\phi 1000$ et linéaire 20 ml.

9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?

(environ en ha)

Sans objet.

2.1.2 CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE ET DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES

10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?

Non.

11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ?

Non.

D'une zone conchylicole ?

Non.

D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?

Non.

D'un périmètre de protection des risques d'inondations ?

Non.

12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?

Oui. La commune fait partie du territoire du SAGE « Nappe de Beauce et milieux aquatiques associés », approuvé par arrêté interpréfectoral le 11 juin 2013.

Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?

Non.

Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?

Oui. Le SCoT de Fontainebleau a été institué par la loi SRU adoptée le 13 décembre 2000 puis renforcée par le Grenelle 2 de l'Environnement du 12 juillet 2010.

Autres ?

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands pour la période 2016-2021 a été approuvé le 20 décembre 2015.

13) Le territoire dispose-t-il ?

De cours d'eau de première catégorie piscicole ?

Non.

Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?

Non.

14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?

Natura 2000 ?

Non.

ZNIEFF de type 1 ?

Non.

ZNIEFF de type 2 ?

Non.

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

Zone humide ?

Oui. Les données de la DRIEE indiquent des zones humides de classe 2 et 3 sur le territoire communal, principalement autour des cours d'eau.

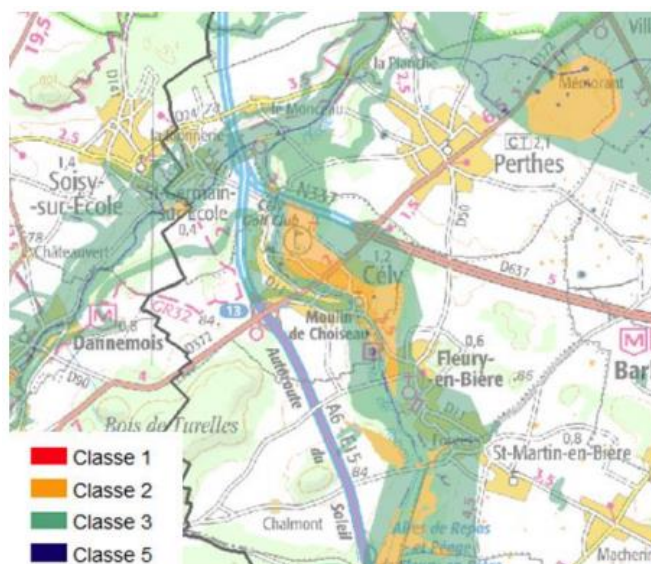


Figure 1: Zones humides

Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?

Oui. La carte des composantes de la Trame Verte et Bleue de la région Ile-de-France montre la présence de plusieurs corridors sur le territoire communal.

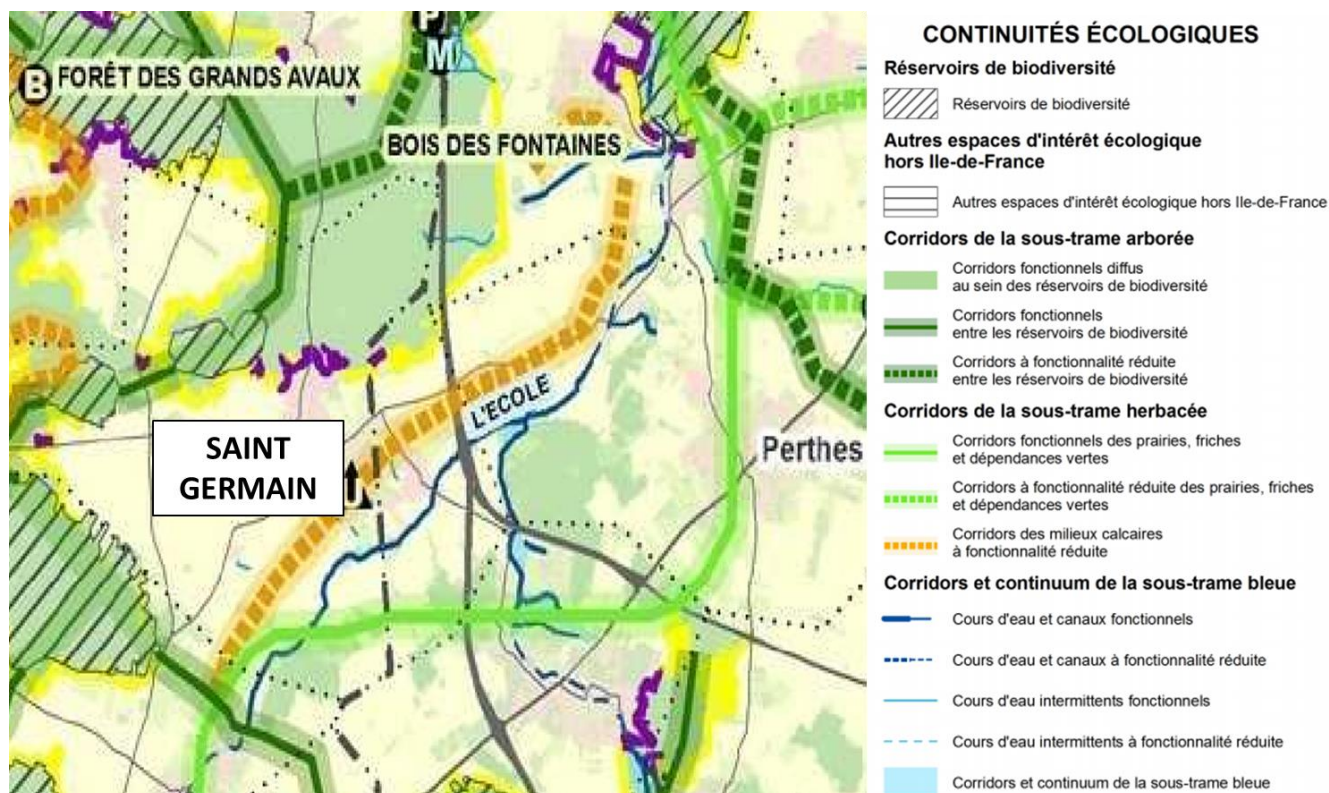


Figure 2: Carte des composantes de la Trame Verte et Bleue

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

Présence connue d'espèces protégées ?

Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur la commune de Saint-Germain-sur-Ecole. Ces espèces sont listées ci-dessous.

Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2001	

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Dioscorea communis</i> (L.) Caddick & Wilkin, 2002	Sceau de Notre Dame	2001	
<i>Hyacinthoides non-scripta</i> (L.) Chouard ex Rothm., 1944	Jacinthe sauvage, Jacinthe des bois, Scille penchée	2001	
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2001	

Figure 3: Espèces protégées

Autres ?

15) Quel est le niveau de qualité des milieux aquatiques, au sens de la Directive

Cadre sur l'Eau (DCE) ?

La qualité des eaux de l'Ecole est suivie par l'Agence de l'eau et la DRIEE dans le cadre du réseau de contrôle opérationnel (RCO).

La synthèse des données qualité DCE des eaux de l'Ecole disponibles pour la station de Pringy (03047680) sur la période 2003-2013 permettent d'observer :

- Un bon état écologique ;
- Un bon état physico-chimique depuis 2013.

Les objectifs « qualité » ainsi que les échéances sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Qualité des eaux

Bassin	Nom de la rivière	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau superficielle	Etat écologique		Etat chimique		Etat global	
				Objectif	Délai	Objectif	Délai	Objectif	Délai
SN	Ecole	HR92	L'Ecole de sa source au confluent de la Seine (exclu)	Bon état	2015	Bon état	2021	Bon état	2021

16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

Le SDA actualisé prévoit, selon les préconisations du PLU et après concertation avec la commune, environ 430 habitants à horizon 2030-2040, soit une hausse d'environ 80 habitants par rapport au dernier recensement de l'INSEE en 2012.

17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

Oui. Voir annexe zonage.

2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES

2.2.1 ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF/NON COLLECTIF DES EAUX USEES

2.2.1.1 Caractéristique du zonage et contexte

1) Y'a-t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?

Non.

2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?

Oui.

3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?

Oui. La commune de Saint-Germain-sur-Ecole compte 2 installations non raccordées à l'assainissement collectif, qui ont été contrôlés par Véolia.

Les non conformités ont-elles été levées ? Oui.

Sont-elles en cours ? Sans objet.

4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif?

Non.

2.2.1.2 Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?

Comme explicité précédemment, l'eau potable de la commune provient d'un forage situé sur le territoire communal. Aucune déclaration de prélèvement n'est connue.

Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?

Sans objet.

6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?

Non.

7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?

Par temps sec ?

Non.

Par temps de pluie ?

Pour des pluies importantes, la station est en surcharge hydraulique.

De façon saisonnière ?

Le système d'assainissement étant très sensible aux introductions d'eaux claires parasites météoriques, la station est susceptible d'être en surcharge pendant les périodes de fortes pluies. Les volumes journaliers minimums sont atteints en saison estivale, et maximum en automne ou au printemps.

8) Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?

La commune ne dispose pas de cette information.

9) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?

Il n'est pas prévu d'intervention de ce type à court ou moyen terme.

Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?

Sans objet.

Autres ?

Sans objet.

2.2.2 ZONES OU DES MESURES DOIVENT ETRE PRISES POUR LIMITER L'IMPERMEABILISATION DES SOLS ET POUR ASSURER LA MAITRISE DU DEBIT ET DE L'ECOULEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

2.2.2.1 Caractéristique du zonage et contexte

1) Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :

Des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?

Oui, voir question n°3 ci-après.

De ruissellement ?

Oui, voir question n°3 ci-après.

De maîtrise de débit ?

Non.

D'imperméabilisation des sols ?

Non.

2) Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?

Un ouvrage de rétention des eaux pluviales est présent sur la commune et permet d'écarter les pointes hydrauliques pour éviter la genèse de perturbations à l'aval.

Concernant la collecte et l'évacuation des EP, la commune dispose de son propre réseau de collecte dont l'évacuation est assurée par rejet à la rivière Ecole.

3) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?

Oui.

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

Les dysfonctionnements constatés par temps de pluie sur les réseaux EP de la commune de Saint-Germain-sur-Ecole sont localisés ci-après.

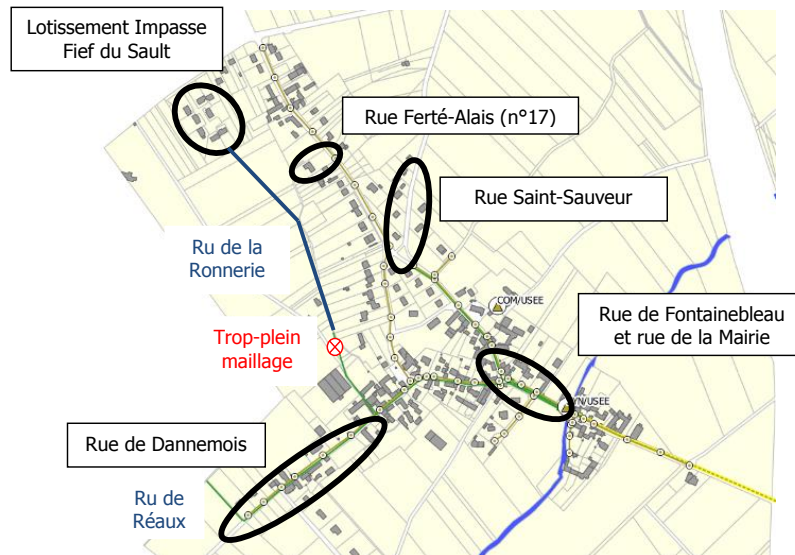


Figure 4: Localisation des zones sensibles par temps de pluie à Saint-Germain

Rue de la Ferté Alais : La station de relevage de la parcelle 95 située le long du n°17 de la rue de la Ferté-Alais apporte une quantité importante d'EP vers le réseau EU via le poste de relevage individuel. Par fortes pluies, la station de relevage de cette habitation est remplie d'eau qui est refoulée vers le réseau EU.

Les 2 grilles pluviales qui récupéraient les ruissellements de la voirie ont été comblées afin de ne pas accentuer le phénomène de crue de la Ronnerie.

Le réseau EP et le drainage d'une source du lotissement Impasse du fief du Sault qui se rejette dans le ru de la Ronnerie, a accentué le phénomène de crue pour la parcelle n°95.

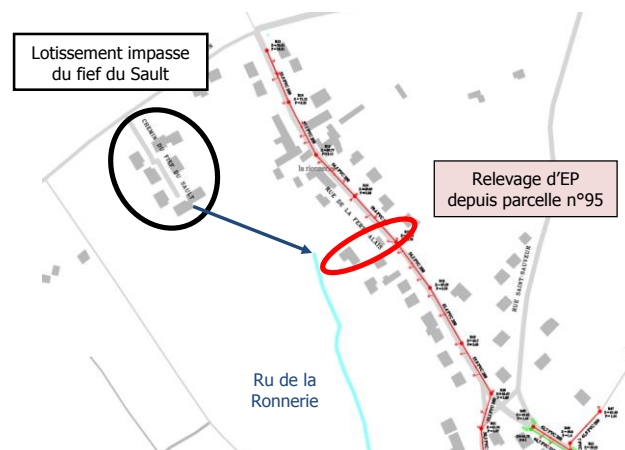


Figure 5: Refoulement d'EP vers le réseau EU par une station de relevage individuelle, rue de la Ferté-Alais

Une déconnexion durable du drainage de la parcelle pour ne pas rejoindre le réseau eau usée sera nécessaire.

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

➤ **Busage du ru de la Ronnerie :** Le réseau d'eau pluviale de Saint-Germain collecte le ru de la Ronnerie en deux points d'injection distincts :

- Entonnement au niveau de l'ouvrage de diffluence en amont du chemin du Fief du Sault,
- Entonnement au niveau d'une grille pluviale de la rue de Dannemois.

Un regard de régulation équipé d'un trop-plein - maillage situé chemin du Fief du Sault (fig.73) permet de délester le réseau pluvial des eaux de la Ronnerie en cas de fort débit. Pour se faire, l'agent communal condamne partiellement (pose précaire de parpaings béton) la sortie en radier du regard de régulation vers le collecteur pluvial rue de Dannemois ce qui provoque la mise en charge du regard jusqu'à entrainer la surverse au niveau du trop-plein.

Les eaux surversées par le trop-plein sont dirigées vers les parcelles agricoles aval en direction du ru de l'Ecole.

Sur l'antenne pluviale du chemin du Fief du Sault, un tampon s'est soulevé lors des fortes précipitations de fin-mai 2016 causé par une crue de la Ronnerie.

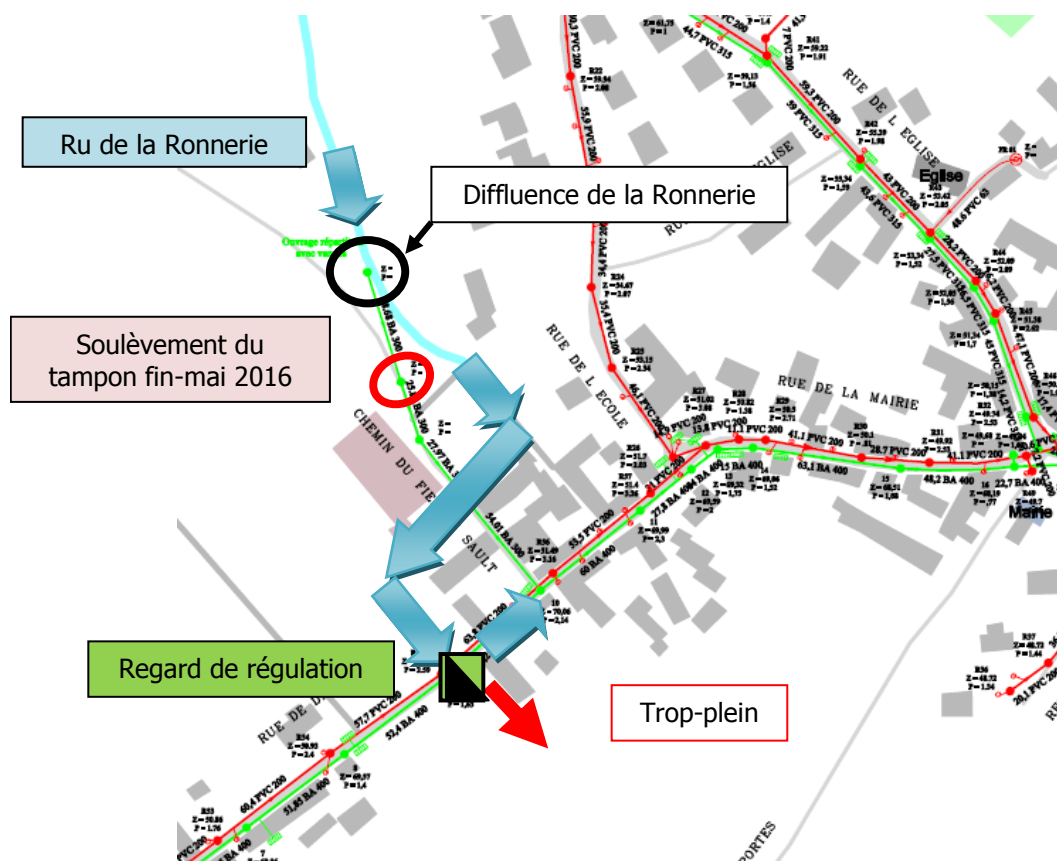


Figure 6: Busage du ru de la Ronnerie dans le réseau EP de la rue de Dannemois

➤ **Busage du ru de Réaux :** Le ru de Réaux est busé au niveau de la tête d'antenne du réseau EP de la rue de Dannemois.

Un regard de régulation équipé d'un trop-plein situé rue de Dannemois permet de délester le réseau pluvial des eaux du ru de Réaux en cas de fort débit. De manière identique au ru de la Ronnerie, l'agent communal condamne partiellement (pose précaire de parpaings béton) la sortie en radier du regard de régulation vers le collecteur pluvial rue de Dannemois ce qui provoque la mise en charge du regard jusqu'à entrainer la surverse au niveau du trop-plein.

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

Lors des fortes précipitations de fin-mai 2016, malgré la condamnation de la sortie en radier du regard de régulation vers le réseau EP, 2 tampons EP se sont soulevés sur rue de Dannemois au niveau du n°19.

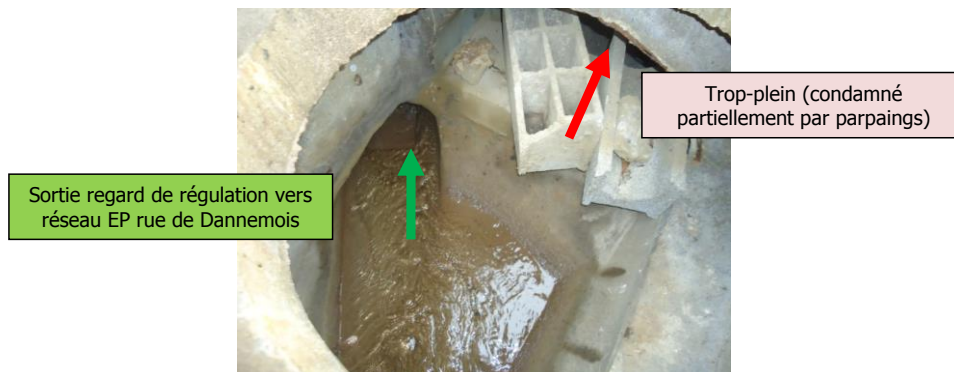


Figure 7: Intérieur du regard de régulation rue de Dannemois

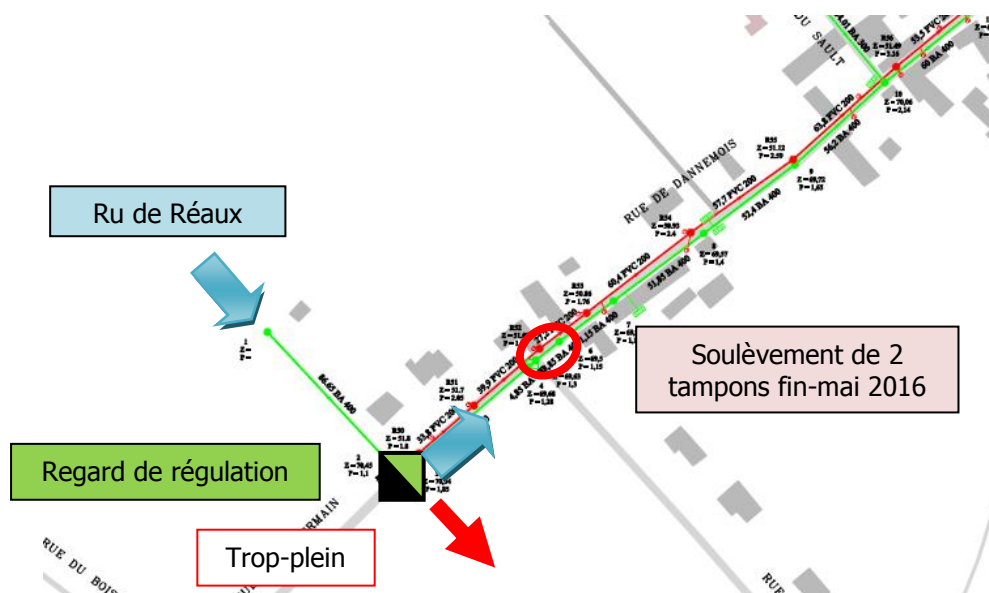


Figure 8: Busage du ru de Réaux dans le réseau EP de la rue Dannemois

Les eaux surversées par le trop-plein sont dirigées vers un fossé créé en 2015 qui rejoint in fine les parcelles agricoles aval en direction du ru de l'Ecole.



Figure 9: Fosse de décharge du ru de Réaux

- **Rue Saint-Sauveur :** Aucune grille pluviale n'est présente au niveau de la rue de Saint-Sauveur. En cas de fortes précipitations, des ruissellements importants sont constatés sur voirie jusqu'à être collectés par une grille pluviale en tête du réseau EP de la rue de l'Eglise.
- **Rue de Fontainebleau et rue de la Mairie :** Des reflux de la rivière Ecole vers les collecteurs d'eaux pluviales ont été constatés et confirmés par la reconnaissance des réseaux par Poludiag. Les regards du réseau pluvial au niveau de la rue de Fontainebleau et de la rue de la Mairie sont continuellement en charge sur ce secteur. Lors des fortes précipitations de fin-mai 2016, le tampon EP situé en amont immédiat de l'entrée du chemin des Portes s'est soulevé et l'ensemble du secteur a été inondé.

4) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?

La gestion des eaux pluviales est un enjeu pour l'ensemble des secteurs énumérés en question n°3.

Si oui, fournir si possible une carte. Sans objet.

5) Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?

Si oui, lesquelles ?

Le tableau ci-dessous présente les propositions d'aménagements issues du SDA sur les zones sensibles aux eaux pluviales.

Localisation	Problématique	Proposition d'aménagement
Ru de la Rionnerie	Débordements – pluie exceptionnelle	Aménagements hydraulique douce + Mare d'infiltration
Centre bourg nord		Aménagements hydraulique douce
Rue de Dannemois		Renforcement de collecteurs EP
Entrée du bourg		Création d'un bassin à ciel ouvert de 1000 m ³

6) Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?

Oui un réservoir linéaire enterré.

7) Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau ?

Non.

2.2.2.2 Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

8) Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?

Oui. Voir question N°3 et 5.

9) Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?

Oui. La commune a fait l'objet de 4 arrêtés de catastrophe naturelle suite à des phénomènes d'inondations et de coulées de boues.

Tableau 2: Liste des arrêtés de catastrophe naturelle recensés sur la commune

Type de catastrophe	Début le	Fin le
Inondations, coulées de boue, et mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999
Inondations et coulées de boue	08/04/1983	10/04/1983
	23/06/2005	23/06/2005
	28/05/2016	05/06/2016

10) Avez-vous subi des coulées de boues ? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux ?

Voir Tableau 2.

11) Votre territoire fait-il parti :

D'un SAGE en déficit d'eau ?

La commune fait partie du périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce.

La nappe de Beauce est un immense réservoir d'eau souterraine qui garantit les besoins en eau pour la production d'eau potable, l'irrigation, l'industrie et l'alimentation des cours d'eau. Intensément exploitée, lors des périodes de sécheresse dans les années 90, cette nappe a connu une baisse très importante de son niveau. Mais les remontées de niveaux depuis 2013 ont permis de repasser au-dessus du 1er seuil d'alerte.

D'une zone de répartition des eaux ?

La commune est incluse dans le périmètre de la nappe de Beauce, aquifère qui a fait l'objet d'un décret le classant en ZRE en 1994.

2.2.3 ZONES OU IL EST NECESSAIRE DE PREVOIR DES INSTALLATIONS POUR ASSURER LA COLLECTE, LE STOCKAGE EVENTUEL ET, EN TANT QUE BESOIN, LE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT LORSQUE LA POLLUTION QU'ELLES APPORTENT AU MILIEU AQUATIQUE RISQUE DE NUIRE GRAVEMENT A L'EFFICACITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT

2.2.3.1 Caractéristique du zonage et contexte

1) Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?

Oui.

2) L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution pluviale ?

Le Schéma Directeur d'Assainissement aborde la problématique des inversions de branchement EU vers EP engendrant une pollution du milieu naturel. Celui-ci n'aborde cependant pas la question des apports polluant par temps de pluie.

Des prescriptions ont-elles été proposées ?

Oui.

Si oui, lesquelles ?

La première solution recherchée est d'une part l'infiltration des eaux de toiture et, d'autre part, en cas d'impossibilité technique de gérer à la parcelle, le rejet des eaux de ruissellement prioritairement dans le milieu naturel et, en dernier recours dans le réseau d'eaux pluviales suivant un débit de fuite maximum fixé à 1 l/s/ha pour une période de retour 20 ans sur les zones urbaines et à urbaniser. Le débit de fuite minimum toléré a été fixé à 3l/s afin de prendre en compte les surfaces inférieures à 1ha lotis.

3) La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ?

Si oui, lesquels et pour quel objectif ?

Non

2.2.3.2 Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

4) Les équipements prévus consommeront ils une surface naturelle propre ?

Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?

Sans objet

2.3 AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)

5) Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Il ne semble pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale. En effet, l'étendue et l'organisation du système d'assainissement actuel assure un impact faible sur le milieu naturel. Les règles définies dans les projets de zonages ont toutefois pour vocation à maîtriser tant quantitativement que qualitativement les rejets au milieu récepteur.

3 ANNEXES

3.1 CARTES DE ZONAGE (2000)

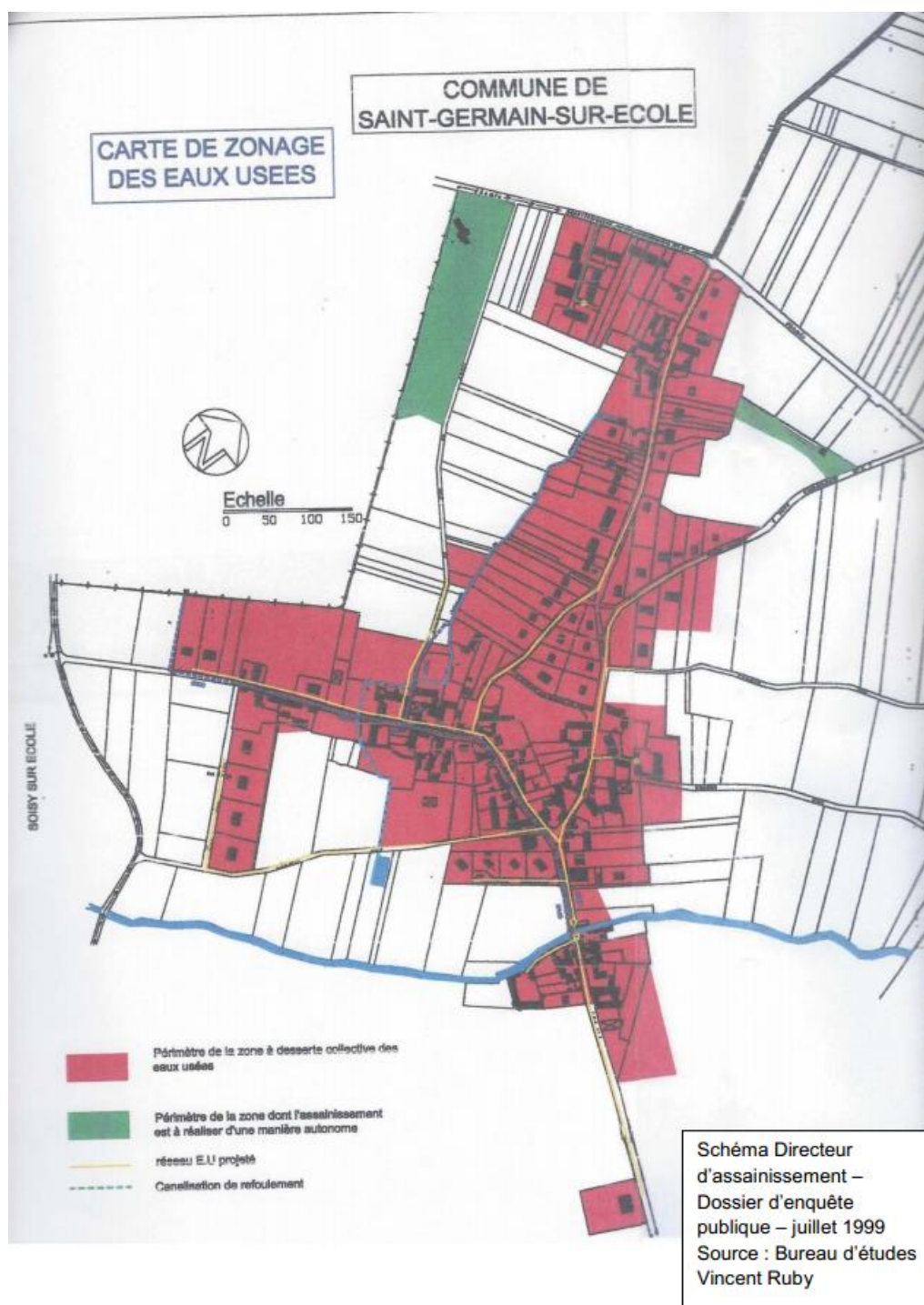


Figure 10: Carte de zonage EU

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE

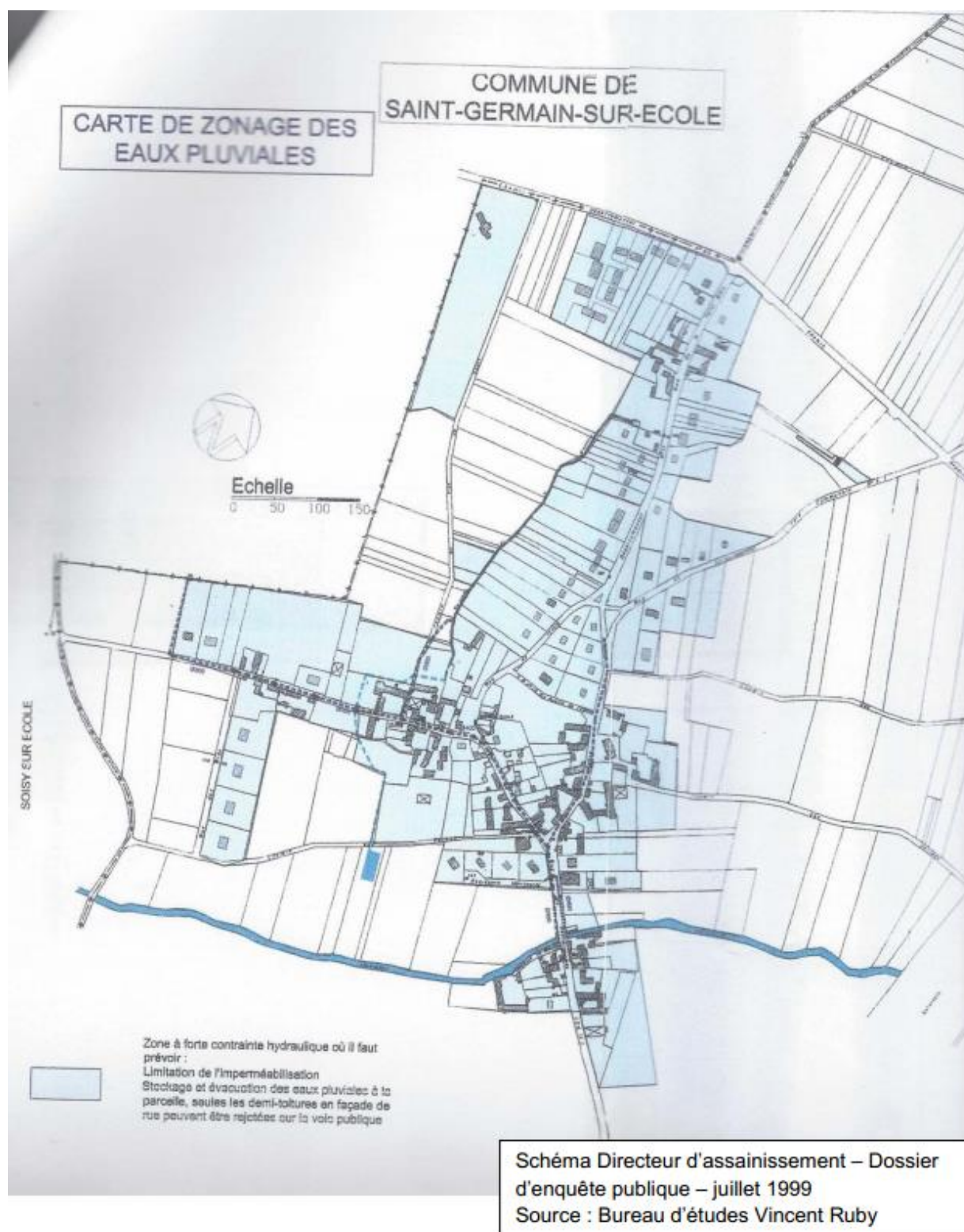


Figure 11: Carte de zonage EP

3.3 ZONAGE PRECONISE

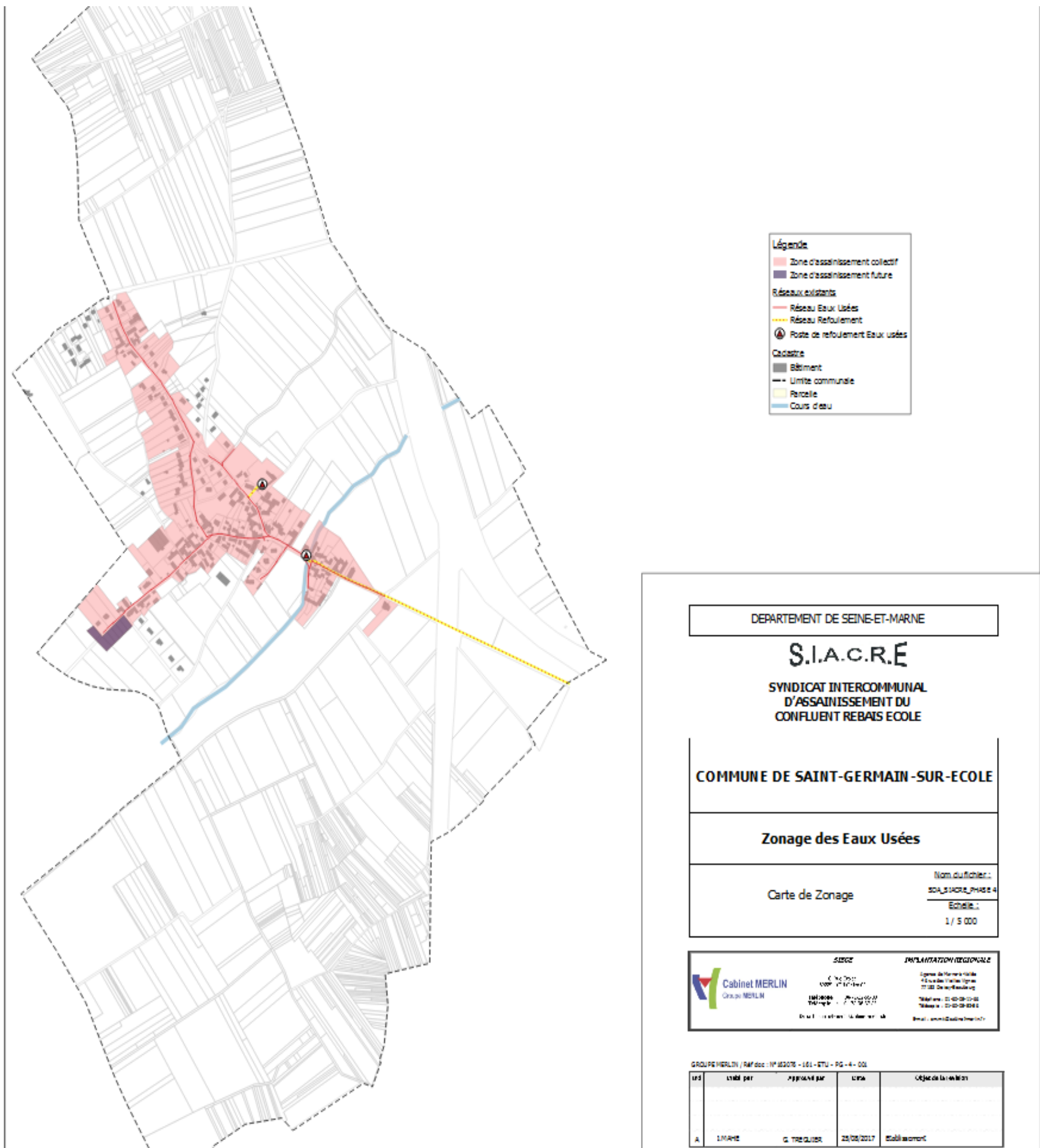
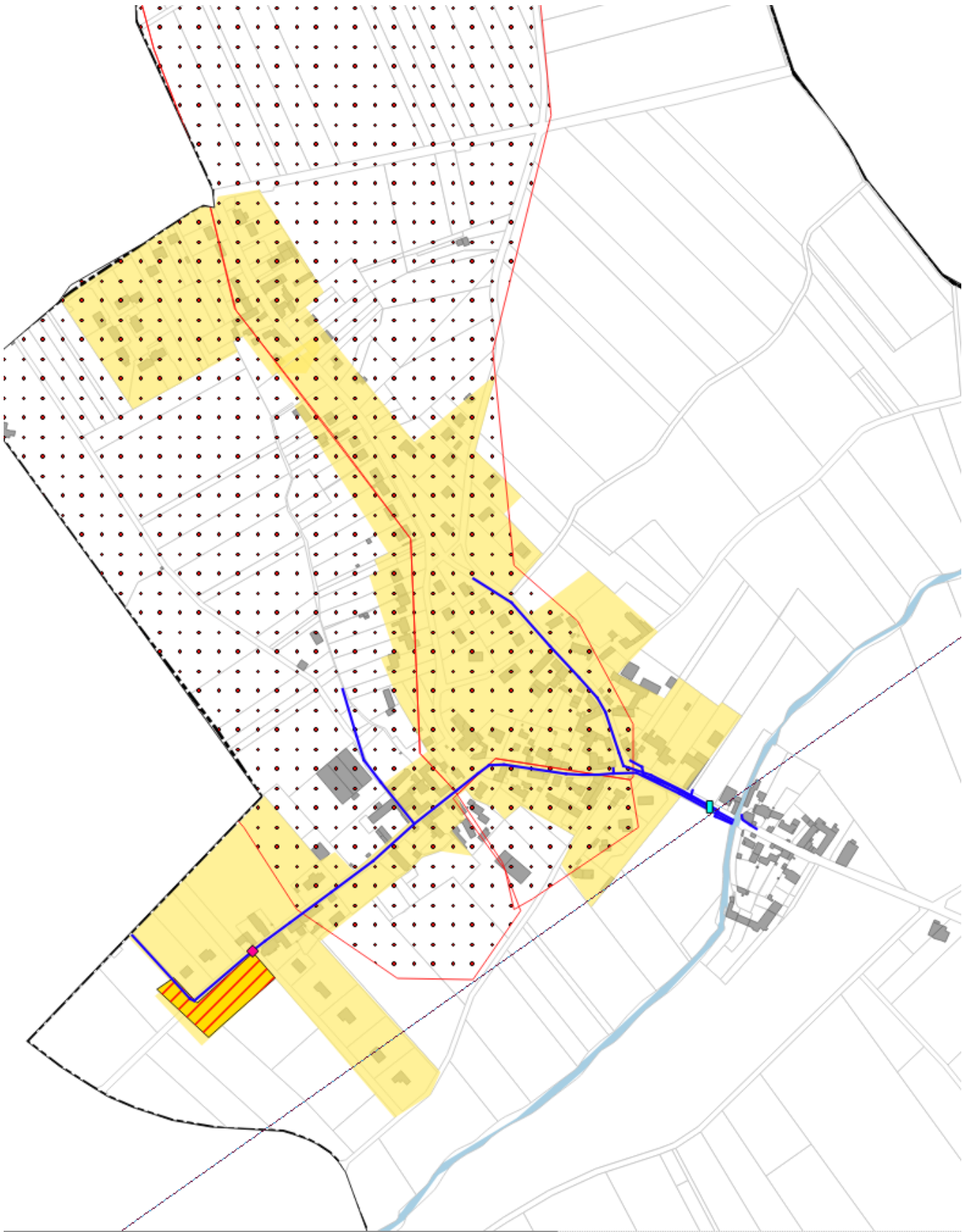


Figure 12: Carte de zonage des eaux usées pour la commune de Saint-Germain-sur-Ecole



Légende

Zonage

- Zone 1a: Zones urbaines
-Infiltration souhaitée
-Rejet des EP au système récepteur régulé selon un débit de fuite fixé à 1l/s pour une pluie de période de retour vicennale
- Zone 1b: Zones à urbaniser
-Infiltration souhaitée
-Rejet des EP au système récepteur régulé selon un débit de fuite fixé à 1l/s pour une pluie de période de retour vicennale
- Zone 2: Zones boisées, naturelles et agricoles
-Infiltration souhaitée
-Rejet des EP au système récepteur régulé selon un débit de fuite fixé à 1l/s pour une pluie de période de retour décennale

Réseau EP existant

- Réseau communal

Ouvrages

- Réservoir linéaire enterré
- Siphon

Cadastre

- Limite des bassins versants à fortes contraintes hydrauliques
- Limite communale
- Bâtiments
- Parcelles
- Cours d'eau

Figure 13: Zonage EP

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
